ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

bénévolat

Question écrite n° 8786

Texte de la question

Mme Michèle Rivasi attire l'attention de M. le Premier ministre sur la nécessité de mettre en oeuvre un certain nombre de mesures permettant l'émergence d'un véritable statut du bénévole et une modernisation du statut associatif. En effet, les associations jouent un rôle de plus en plus important dans notre société. Elles sont amenées à gérer des questions de plus en plus complexes. Souvent, elles sont également des employeurs très importants. Dans les domaines du sport et de l'action sociale, notamment, le statut associatif rencontre des limites. Enfin, la loi de 1901 ne prévoit qu'un nombre de réglementations limitées, peu adaptées à la réalité et à la diversité associative que nous connaissons aujourd'hui. Aussi, il semble important de la compléter, notamment en ce qui concerne la responsabilité des bénévoles, leurs droits, leur formation, les incitations et spécificités fiscales à mettre en oeuvre... Un important chantier pourrait être ouvert sur ce dossier. Elle lui demande quelles sont les intentions du Gouvernement dans ce sens.

Texte de la réponse

Le Gouvernement considère que la promotion du bénévolat et du statut du bénévole est important d'un double point de vue : celui du maintien de la cohésion sociale, dans laquelle les animateurs du monde associatif jouent un rôle irremplaçable, et celui du mouvement général de réduction du temps de travail qui devrait, en particulier, permettre à un nombre croissant de citoyens de s'engager dans l'action bénévole. Le dispositif existant paraît, en conséquence, devoir être adapté aux besoins nouveaux qui se font jour. C'est pourquoi le Premier ministre a demandé à Mme la ministre de la jeunesse et des sports de constituer et d'animer un groupe de travail interministériel sur ce thème dans la perspective de l'élaboration d'un projet de loi sur le bénévolat.

Données clés

Auteur : Mme Michèle Rivasi
Circonscription : Drôme (1re circonscription) - Socialiste
Type de question : Question écrite
Numéro de la question : 8786
Rubrique : Associations
Ministère interrogé : Premier Ministre
Ministère attributaire : intérieur

Date(s) clée(s)

Date de signalement : Question signalée au Gouvernement le 23 mars 1998
Question publiée le : 12 janvier 1998, page 124
Réponse publiée le : 30 mars 1998, page 1818